

Effets des politiques climatiques sur la dynamique des actions en Suisse

Les investisseurs suisses se soucient-ils des risques liés à la transition écologique ?

Lausanne, le 14 février 2023

Dans une nouvelle étude, l'institut CREA de la Faculté des HEC (UNIL) a mesuré et quantifié l'évolution entre 2000 et 2022 des risques financiers en Suisse liés aux politiques climatiques. Les résultats révèlent que ces risques ont une importance grandissante pour la dynamique des actions en Suisse, particulièrement depuis les 2 à 3 dernières années. De plus, les événements qui augmentent le risque de transition climatique ont tendance à impacter plus négativement les prix des actions d'entreprises affichant des émissions CO₂ élevées. Investir dans des entreprises à faibles émissions de CO₂ pourrait donc s'avérer être une stratégie de minimisation des risques efficace.

En raison de leur importance centrale dans l'intermédiation des fonds et des investissements, les marchés financiers ont un rôle crucial à jouer dans la transition écologique.

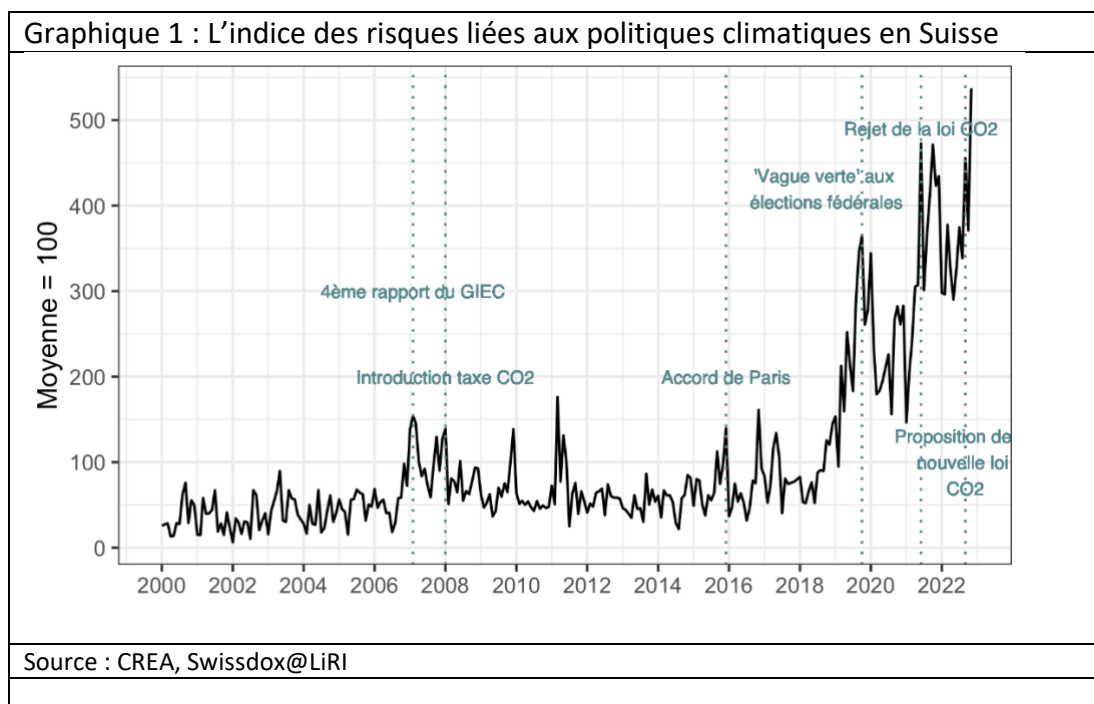
Sans minimiser d'autres sources de risques climatiques, celui dit de transition vers une économie à faibles émissions de CO₂ apparaît comme [la menace la plus directe à court terme en Suisse](#). Et ce en raison notamment du potentiel que ces risques ont de conduire à une revalorisation importante et soudaine des actifs financiers.¹ Il est même envisageable que la mise en place de politiques climatiques plus radicales puisse déclencher une crise financière, surtout dans le cas où le risque climatique serait sous-estimé par le marché. Dès lors, il apparaît important de développer des mesures permettant de quantifier ces types de risques afin de mieux comprendre dans quelle mesure les marchés financiers les intègrent.

Dans ce contexte, l'Institut CREA s'est intéressé à mesurer et analyser les effets financiers des risques liés aux politiques climatiques. Doctorant à la faculté des HEC (UNIL) et auteur de l'étude « [Climate Policy Risk and Asset Prices in Switzerland](#) », Brendan Berthold a développé un indice permettant de mesurer la fréquence à laquelle les risques liés aux politiques climatiques ont été abordés dans la presse suisse. Pour ce faire, des millions d'articles de journaux suisses publiés entre 2000 et 2022 ont été analysés. « L'indice qui en résulte pourrait, à terme, être publié en ligne et mis à jour en temps réel sur le site de l'Institut CREA à HEC Lausanne », précise Mathieu Grobéty, directeur opérationnel de l'Institut d'économie appliquée CREA.

¹ A titre d'exemple, l'implémentation soudaine d'une taxe CO₂ élevée pourrait avoir un impact significatif sur le prix des actions d'entreprises dont le modèle d'affaires est intimement lié aux émissions de CO₂ (par exemple dans le secteur des transports ou de l'énergie)

Résultats de l'étude

Il ressort du graphique ci-dessous que de nombreux événements liés aux politiques climatiques, tant à l'échelle nationale qu'internationale, correspondent à des pics de l'indice. Comme les Accords de Paris en décembre 2015 ou la « vague verte » aux élections fédérales d'octobre 2019. Nous pouvons également observer une tendance à la hausse marquée de l'attention portée par les médias aux questions de politiques climatiques depuis 2018.



Les variations de ce nouvel indicateur ont ensuite été systématiquement comparées aux variations du prix des actions cotées à la bourse suisse en utilisant des méthodes économétriques. Cette approche permet notamment de quantifier l'effet financier d'événements ayant augmenté la probabilité d'adoption de politique climatique. En chiffres, les résultats suggèrent que, 12 mois après ce genre d'événements, le prix de l'action d'une entreprise considérée comme relativement « verte » sera en moyenne 4% plus élevé que celui d'une entreprise comparable en tout point mais affichant des émissions de CO₂ plus élevées.²

De plus, les risques liés aux politiques climatiques semblent revêtir une importance grandissante pour le prix des actions en Suisse, particulièrement durant les 2 à 3 dernières années. « De manière générale, c'est plutôt une bonne nouvelle car cela suggère que les

² Dans l'étude, une entreprise est considérée comme relativement verte si ces émissions CO₂ sont en dessous de la médiane dans un secteur donné. Ainsi 50% des entreprises de chaque secteur sont considérés comme relativement « vertes ». Les résultats sont robustes à la formulation exacte de cette définition.

marchés financiers intègrent de plus en plus ces types de risques climatiques. Ainsi, cela limite le risque de revalorisation financière soudaine et systémique qui résulterait de l'introduction de politiques climatiques plus strictes. » commente Brendan Berthold, auteur de l'étude.

Finalement, une stratégie consistant à investir dans les entreprises dont les émissions sont relativement faibles au sein d'un secteur économique donné s'avère être une stratégie de minimisation des risques (hedging) particulièrement efficace. Il demeure cependant nécessaire de garder une exposition diversifiée aux différentes industries. Ainsi, les stratégies d'investissement consistant à exclure certains secteurs de l'économie dits polluants ont tendance à n'offrir que peu de protection. A l'avenir, intégrer ce genre de considérations écologiques pourrait devenir de plus en plus important pour les investisseurs non seulement suisses mais également internationaux.

[Lien vers le working paper \(en anglais\)](#)

Contacts :

Brendan Berthold (doctorant et auteur de l'article) | brendan.berthold@unil.ch

Mathieu Grobéty (directeur CREA) | mathieu.grobety@unil.ch

Institut CREA d'économie appliquée | +41 21 692 33 53 | crea@unil.ch